

RAPPORT DE MISSION

Du 27 janvier au 4 février 2010, une quarantaine de représentants du secteur de l'éducation participaient à une mission organisée par le CTREQ, au cours de laquelle ils ont pu se familiariser avec le concept de réussite éducative vu sous l'angle du système français, ainsi que découvrir des pratiques gagnantes et des possibilités de réinvestissement au Québec.

Plus précisément, cette mission poursuivait les objectifs suivants :

- ▶ cibler des expériences pratiques et des outils innovants afin d'évaluer les possibilités de transfert;
- ▶ réfléchir sur nos actions québécoises à la lumière des interventions françaises;
- ▶ initier des collaborations entre le Québec et la France;
- ▶ prendre la mesure des résultats de recherche et des connaissances scientifiques sur la réussite éducative, la persévérance scolaire et l'abandon scolaire.

Deux régions figuraient au programme, soit les Villes de Paris et de Rennes. Les activités, visites et rencontres étaient structurées autour de deux grands thèmes :

- ▶ l'accompagnement éducatif et la relation aux familles;
- ▶ les responsabilités des territoires locaux dans les questions éducatives.

Cette mission a été pilotée par Éric Demers, coordonnateur à la liaison au CTREQ, en collaboration avec Frédéric Bourthoumieu, directeur général adjoint chargé des politiques éducatives, de la Mairie Annexe de Courcouronnes, et Marc Rouzeau, responsable du Pôle Ressources et Études en travail social (PRETS), de l'Institut régional de travail social (IRTS) de Bretagne. Elle est une retombée directe du colloque *Ensemble nous innovons*, organisé par le CTREQ en 2008, et de la signature d'une entente de collaboration entre le CTREQ et l'IRTS de Bretagne.

DU 27 JANVIER
AU 4 FÉVRIER 2010

Cette mission a été organisée et pilotée par
le Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec
(CTREQ)

COMITÉ ORGANISATEUR

FRÉDÉRIC BOURTHOUMIEU

Directeur général adjoint chargé des politiques éducatives, Mairie Annexe de Courcouronnes

HÉLÈNE COMMUNIER

Responsable de la filière animateur du Diplôme d'état relatif aux fonctions d'animation, IRTS de Bretagne

ÉRIC DEMERS

Coordonnateur à la liaison, CTREQ, organisateur et coordonnateur de la mission

MARC ROUZEAU

Responsable du Pôle Ressources et Études en travail social (PRETS), Institut régional de travail social (IRTS) de Bretagne

COMITÉ DE RÉDACTION

ÉRIC DEMERS

Coordonnateur à la liaison, CTREQ, organisateur et coordonnateur de la mission

MARIE-JOSÉE LANGLOIS

Directrice, École Sainte-Cécile, Commission scolaire de Montréal

CHANTAL LESSARD

Directrice, École Martin-Bélanger, Commission scolaire Marguerite-Bourgeois

MARIE RHÉAUME

Présidente, Conseil de la famille et de l'enfance du Québec

RÉDACTION

HÉLÈNE RIOUX

Directrice des communications, CTREQ

INFOGRAPHIE

ROBERT JULIEN

Graphiste

SOUTIEN FINANCIER

Cette mission a été rendue possible grâce au soutien financier du CTREQ,
de la Fondation Lucie et André Chagnon pour la participation des Instances régionales de concertation,
ainsi que du Programme de l'internationalisation de l'éducation québécoise.

© CTREQ, 2011

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2011

1^{er} trimestre 2011

ISBN 978-2-923232-11-9

UN GROUPE DIVERSIFIÉ.....	3
LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE EN FRANCE.....	4
PARIS.....	6
RENNES.....	10
UNE MISSION FRUCTUEUSE.....	14
PROGRAMME DE LA MISSION.....	16
LISTE DES PARTICIPANTS.....	17
LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE REVUE ET CORRIGÉE.....	18
REMERCIEMENTS.....	20

« **L**a richesse de la délégation résidait dans la diversité de ses représentants. »

La quarantaine de participants étaient en effet issus de milieux variés de la réussite éducative au Québec : établissements scolaires primaire et secondaire, cégeps et universités; organisations nationales; instances de concertation régionale; organismes communautaires; élus; etc. (voir *Liste des participants*).

Deux groupes ont été formés, selon les intérêts des participants. Encadré par Pierre Potvin, de l'UQTR, et Marie-Martine Dimitri, du CTREQ, le premier groupe était composé de dix-huit participants et s'intéressait à l'accompagnement éducatif et aux relations à la famille. Le deuxième groupe, sous la responsabilité de Michel Perron, de ECOBES Recherche et Transfert, et Jean-François St-Cyr, totalisait vingt-deux personnes intéressées par les respon-

sabilités des territoires locaux dans les questions éducatives.

Au sein de la délégation québécoise, deux délégations spécifiques se sont formées. La délégation « petite enfance », composée de quatre personnes d'organismes différents, a eu l'opportunité de rencontrer quatre organisations de la région parisienne vouées à cette clientèle. La délégation du Saguenay-Lac-Saint-Jean

comptait dix représentants issus de trois ordres d'enseignement et du Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire

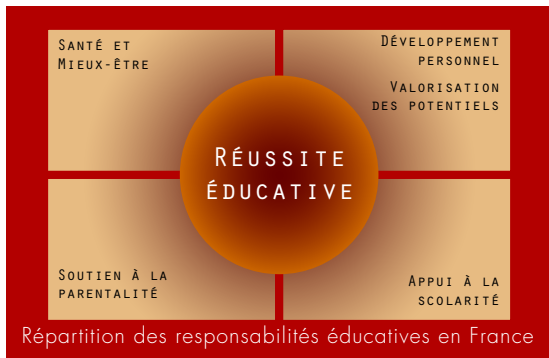
(CRÉPAS). Elle avait pour objectif de consolider les échanges et le jumelage d'expertise avec la Bretagne en vue d'un projet de jumelage sur la formation.

UNE QUARANTAINE DE PARTICIPANTS
ISSUS DE MILIEUX VARIÉS DE LA
RÉUSSITE ÉDUCATIVE AU QUÉBEC



UN CONCEPT DIFFÉRENT

En France, l'appellation « réussite éducative » fait référence à un programme ministériel érigé par secteurs de défavorisation, les zones urbaines sensibles (ZUS). Ce concept ne peut pas, comme c'est le cas au Québec, être interprété de multiples façons. Au contraire, les problèmes socioéconomiques et médicaux liés à la réussite éducative sont plutôt gérés par la ville, aussi responsable des programmes visant les élèves en difficulté et l'implication des parents.



Le système français se distingue par ailleurs par le fait que les programmes mis en place sont traditionnellement de type « descendants » (*top down*), c'est-à-dire qu'ils sont conçus par l'État et déployés à l'ensemble des régions. Cette approche crée une homogénéisation des ressources et des interventions. Elle occasionne aussi une certaine lourdeur bureaucratique. Cette façon de faire offre cependant l'avantage de crédibiliser les actions et de démontrer une volonté forte et un investissement sérieux pour la cause.

DE L'ÉGALITÉ À L'ÉQUITÉ

Idées tirées des conférences de PIERRE FRACKOWIAK, inspecteur honoraire, Ministère de l'Éducation nationale, CAMILLE PEUGNY, sociologue, Université de Paris 8, et YVES GOEPFERT, responsable des Programmes de réussite éducative, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Bien imprégné dans la culture française, le concept d'égalité en éducation a permis une

augmentation du nombre de diplômés. Au fil des ans, cette approche a cependant amené un problème d'inégalité sociale, de déclassement, défini par Camille Peugny comme étant « le fait d'occuper une position sociale moins favorisée que ses parents, malgré une plus grande scolarisation ». Il y a plus de diplômés mais moins de réussite sociale. L'école républicaine n'aurait donc pas fait disparaître les inégalités, mais repoussé le moment où on constate cette inégalité. Selon Peugny, il faut ouvrir l'école à tous les savoirs, tenir compte des savoirs non scolaires et valoriser le rôle de la famille.

Au cours des dernières années, ce concept d'égalité a été remis en question. En 1981, l'idée de donner plus à ceux qui en ont besoin commence à germer. La réforme de 1989 place l'élève au cœur de ses apprentissages : c'est la fin de la comparaison entre les élèves pour permettre au jeune de se comparer lui-même. Cette orientation est cependant jugée comme un échec. Au début des années 2000, on assiste à un retour en arrière, vers une école plus élitiste cultivant l'idée qu'il faut retourner aux approches du passé (pédagogie traditionnelle, apprentissage « par cœur », etc.) pour répondre aux problèmes d'aujourd'hui et de demain. Une question se pose : pourquoi ce qui n'a pas marché alors, marcherait cette fois-ci ?

Pierre Frackowiak souhaite un débat public sur l'éducation et propose un projet de société

fondé sur l'épanouissement de chacun. Il importe de mobiliser et d'impliquer les acteurs, et d'engager de grandes transformations.

EN FRANCE,
LE CONCEPT DE
RÉUSSITE ÉDUCATIVE
FAIT RÉFÉRENCE
À UN PROGRAMME
MINISTÉRIEL

Issu de la Loi sur la cohésion sociale (2005), le Dispositif de réussite éducative (DRE) vise les

quartiers populaires. Piloté par les municipalités, ce programme vient compléter les dispositifs de soutien et d'accompagnement du Ministère de l'Éducation nationale. Il vise à mobiliser, concevoir et organiser sur le territoire une continuité éducative destinée aux jeunes qui sont en échec scolaire ou qui quittent prématurément le système scolaire. Il promeut une approche systémique de l'action éducative.

Les Programmes de réussite éducative (PRÉ) qui en sont issus offrent des services adaptés aux enfants et adolescents qui ne bénéficient pas d'un environnement familial, social et culturel favorable. Les PRÉ sont mis en œuvre dans les Zones urbaines sensibles (ZUS) et les Zones d'éducation prioritaire (ZEP). Trois axes d'intervention sont privilégiés : l'accompagnement personnalisé; le soutien aux parents dans l'exercice de leurs compétences; l'évolution de l'offre éducative par l'innovation. Les activités et services sont destinés principalement aux enfants de 2 à 16 ans, en situation de grande fragilité, habitant ou étant scolarisés dans les quartiers prioritaires. Les défis y sont nombreux : absentéisme, difficultés d'apprentissage, motivation, exclusion sociale, etc. Le PRÉ mise sur la mobilisation et la concertation pour répondre aux besoins des milieux. Il donne accès à un parcours éducatif individualisé et à un accompagnement global de l'enfant.

LES COORDONNATEURS DE PRÉ

HÉLÈNE COMMUNIER, *IRTS de Bretagne*

Les coordonnateurs de réussite éducative sont responsables du Programme de réussite éducative (PRÉ) de leur territoire et de la mobilisation des acteurs éducatifs et sociaux concernés. Ils reçoivent une formation octroyée par l'[Institut régional du travail social \(IRTS\) de Bretagne](#). Alliant pratique et réflexion, cette formation s'appuie sur des connaissances et mise sur la pluridisciplinarité des participants. Au programme : la mobilisation des connaissances sur les familles et les jeunes; l'encadrement

QUELQUES STATISTIQUES SUR LES PRÉ

- ▶ 93 581 enfants ont bénéficié d'un parcours
 - ▶ Garçons (58,5 %); filles (41,5 %)
 - ▶ 2 à 5 ans (14,3 %); 6 à 10 ans (48,9 %); 11 à 16 ans (36,7 %)
- ▶ 110 796 situations étudiées par une équipe pluridisciplinaire de soutien
 - ▶ Plus de 10 000 professionnels mobilisés
- ▶ Plus de 365 140 bénéficiaires des actions mises en œuvre depuis 2005
- ▶ 718 communes concernées
- ▶ 1 361 quartiers prioritaires couverts

d'équipes pluridisciplinaires; l'évaluation des pratiques par une formation réflexive; la contribution aux réseaux régionaux. Fait à souligner : ce programme est issu d'une recherche-action, réalisée par l'IRTS de Bretagne et le Laboratoire de recherche en sciences humaines (LARES), sur la réussite éducative et la prise en charge des jeunes qui décrochent et de leur famille par les politiques éducatives locales.

POSSIBILITÉ DE RÉINVESTISSEMENT

EXISTE-T-IL DES PROGRAMMES SIMILAIRES AU QUÉBEC, QUI MISERAIENT SUR LE CODÉVELOPPEMENT ET L'ACCOMPAGNEMENT PROFESSIONNEL ?

LES ZONES D'ÉDUCATION PRIORITAIRE (ZEP)

MIREILLE BUFFIÈRE, *coordonnatrice d'une zone d'éducation prioritaire en milieu rural*

Les zones d'éducation prioritaires (ZEP) sont délimitées par la concentration d'élèves en difficulté. Le programme d'éducation y est centré sur l'amélioration des résultats scolaires. Dans certaines zones, des collèges s'associent aux écoles élémentaires et maternelles pour convenir ensemble d'axes communs, et créer une concertation autour d'une population déterminée. Par exemple, dans la ZEP que coordonne Mme Buffière, les axes retenus sont les suivants : la maîtrise de la langue orale, l'aide aux enfants en difficulté, les relations école-famille et l'ouverture culturelle.

LE HAUT COMMISSARIAT À LA JEUNESSE ET AUX SOLIDARITÉS ACTIVES ET L'OFQJ

Deux représentants du Haut commissariat,
FRÉDÉRIC LEFRED et ARMELLE DUGUÉ, OFQJ

Activité très attendue, une rencontre a été organisée entre des représentants du Haut Commissariat à la jeunesse et aux solidarités actives et de l'Office franco-québécois de la Jeunesse (OFQJ) et un groupe de participants à la mission. Ce Haut commissariat est responsable de la politique du Gouvernement sur la jeunesse et la vie associative. Il collabore à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes de lutte contre la pauvreté, d'insertion économique et sociale, d'innovation et d'économie sociale.

La publication par le Haut commissariat du Livre vert *Reconnaître la valeur de la jeunesse* (2009) a enclenché une véritable prise de conscience de la problématique de l'abandon scolaire et la naissance d'une volonté de mettre ce problème au centre de politiques publiques.

Il démontre une volonté de concertation interministérielle sur la jeunesse, par le déclouonnement des ministères responsables. « Face au "gâchis" que représentent les abandons d'études des jeunes en cours de formation initiale, la commission considère qu'une action responsabilisante pour les acteurs de l'éducation, de la formation et de l'insertion doit être engagée de manière à garantir une seconde chance d'accès à la qualification (*Livre vert*, p. 36). »

Dans les années à venir, le Haut commissariat à la jeunesse veut acquérir une meilleure connaissance des jeunes décrocheurs. « On ne connaît pas leur nombre réel, car il n'y a pas d'échanges entre les acteurs concernés. » Un projet de *Livret des compétences*, en cours dans 200 établissements scolaires en 2009-2010, vise à aller au-

delà de l'évaluation basée exclusivement sur les résultats scolaires pour y inclure d'autres éléments de la vie sociale.

Mieux connu pour son programme d'échanges internationaux, l'OFQJ s'est doté d'une plateforme anti-décrochage scolaire conjointement avec le Québec. Ses priorités : l'employabilité et l'« entrepreneuriabilité ». Au Québec, il réalise notamment des projets de mobilité, souvent avec les carrefours jeunesse-emploi, qui consistent à accompagner un jeune en entreprise afin de l'encourager à reprendre sa formation ou à faciliter la recherche d'un emploi. Des ententes sont aussi conclues avec des commissions scolaires ainsi qu'entre la Bretagne et la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

COURCOURONNES, VILLE ÉDUCATRICE

FRÉDÉRIC BOURTHOUMIEU, *directeur adjoint de la Ville, et président de l'ANARE*¹

« Toute une ville pour éduquer un enfant », tel est le slogan de cette ville de 15 000 habitants de la banlieue de Paris, classée ZUS. Qualifiée par certains de « fleur qui pousse dans le béton », Courcouronnes se distingue par son approche sociale. Elle est associée à

toutes les actions touchant au domaine de l'éducation sur son territoire. Les actions du PRÉ y sont regroupées en quatre thèmes : la santé et le bien-être; le développement personnel; l'appui à la fonction parentale; l'appui à la scolarité. Elles visent les enfants de 3 à 16 ans rencontrant des difficultés sociales, scolaires, éducatives ou en santé. Le *Bus des parents* est une initiative du PRÉ de Courcouronnes. La Ville participe également à une recherche/action avec l'Université de Paris Ouest Nanterre La Défense, en partenariat avec le Ministère de l'Éducation nationale, sur l'apprentissage de la lecture chez les plus petits ([Centre de ressources en Essonne](#)).

LA PUBLICATION DU LIVRE VERT
A ENCLENCHÉ UNE VÉRITABLE
PRISE DE CONSCIENCE
DE LA PROBLÉMATIQUE DE
L'ABANDON SCOLAIRE

¹ L'Association nationale des acteurs de la réussite éducative (ANARE) a pour mission de positionner la réussite éducative au cœur des politiques éducatives locales. Elle offre également un espace de mutualisation et d'échange dans une approche de coconstruction. Elle joue un rôle important auprès des acteurs des dispositifs de réussite éducative qu'elle accompagne et avec qui elle réfléchit sur les questions éthiques et déontologiques.

UN LIEU D'ACCUEIL SIMPLE, STIMULANT ... ET FACILE D'ACCÈS



LE BUS DES PARENTS : UN POTENTIEL SANS LIMITES

Subventionné par le Programme de réussite éducative, le Bus des parents est une initiative de la Ville d'Essonne dans le sud de Paris. Il accueille les parents de milieux défavorisés à proximité de l'école de quartier, pour les amener à cheminer et les mettre en relation avec les ressources disponibles. C'est un lieu d'accueil simple et stimulant, facile d'accès. Les activités y sont variées : stimulation des enfants non scolarisés, ateliers parents-enfants, lieu de rencontre neutre pour les élèves en difficultés et leurs parents, ouverture le soir pour les ados, soutien à la parentalité. Les communications entre les intervenants de l'école et du Bus sont de plus en plus fréquentes, favorisant la participation de l'école aux activités de réussite éducative.

L'ÉCOLE DE LA 2^E CHANCE (E2C) DE LA VILLE DE RIS-ORANGIS

DOMINIC DUJARDIN, *directeur*, et
WALLY ELSAEDY

Issues du Livre blanc *Un nouvel élan pour la jeunesse européenne* (2001), les Écoles de la 2^e chance (E2C) offrent aux jeunes une deuxième chance de s'orienter professionnellement après un échec ou un abandon scolaire. Ces écoles sont en marge du système scolaire. Elles répondent à un besoin important, 30 à 35 % de la population des quartiers défavorisés étant considérée en échec grave (12 % dans la population en général). Le projet pilote a donné naissance à 11 écoles expérimentales dans 11 pays européens. La France compte actuellement 22 écoles membres du réseau réparties sur 50 sites. Quelque 5 000 jeunes sont touchés par ce projet.

POSSIBILITÉ DE RÉINVESTISSEMENT

UN PROJET INTÉRESSANT POUR LE QUÉBEC. UN PROJET SIMILAIRE A D'AILLEURS COURS DANS LE QUARTIER CENTRE-SUD DE MONTRÉAL, LE PROJET CAMPUS CENTRE-SUD : PLUSIEURS ÉCOLES PRIMAIRES ET UNE ÉCOLE SECONDAIRE (L'ÉCOLE PIERRE-DUPUY) AINSI QUE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES SE SONT ASSOCIÉS POUR METTRE SUR PIED UN PARCOURS PAR AUTOBUS QUI PERMET AUX JEUNES DE SE RENDRE AUX DIVERSES ACTIVITÉS DU QUARTIER APRÈS L'ÉCOLE.

FRÉDÉRIC BOURTHOMIEU, DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT
CHARGÉ DES POLITIQUES ÉDUCATIVES,
MAIRIE ANNEXE DE COURCOURONNES



Les E2C accueillent des jeunes de 18 à 25 ans pendant 9 à 12 mois. On y admet un nombre limité de jeunes ce qui permet de faire un suivi individualisé. À l'E2C de Ris-Orangis en banlieue de Paris, la clientèle est d'environ 60 jeunes, accompagnés par six formateurs. Chaque jeune est suivi à l'école par un « référent », avec qui il peut s'entretenir de ses problèmes pédagogiques ou personnels, et en entreprise par un tuteur. Pour être admis, le jeune doit démontrer le sérieux de sa démarche. Après une stabilisation de ses savoirs fondamentaux (langue, mathématiques, savoir-être, etc.), il est amené en alternance entreprise-école et doit construire son projet professionnel.

70 % des jeunes réussissent leur formation. La moitié d'entre eux se dirige vers une formation qualifiante, l'autre moitié décroche un emploi relié à leur projet.

LE PÔLE ACCUEIL JEUNES : UN CHANTIER DE RÉNOVATION URBAINE

FRANÇOISE NUNG, *chef des projets à
Chanteloup-les-Vignes*

Chanteloup-les-Vignes est une petite commune de 8 500 habitants de la grande banlieue de Paris où l'on dénombre pas moins d'une soixantaine de nationalités. De 1975 à 1980, la population y est passée de 2 500 à 10 000 habitants. Les défis y sont nombreux : abandon scolaire important, très grande difficulté scolaire, populations défavorisées, immigration importante, délinquance, déficit d'équipements et de moyens, etc.

Pour contrer le décrochage scolaire, la Ville crée en 2004 le Pôle Accueil Jeunes (PAJ), un vaste chantier de rénovation urbaine axé sur la prévention du décrochage. Dispositif de réussite éducative, le PAJ a pour mission d'accompagner les décrocheurs de 10 à 16 ans et de favoriser leur réintégration à l'école. On y trouve un service d'accueil et d'orientation, ainsi qu'un accueil éducatif de jour où le jeune est pris en

charge par un intervenant. La participation des jeunes est volontaire, une caractéristique essentielle à la réussite du programme, et la durée de l'intervention est variable. Le PAJ travaille sur les comportements et la socialisation plutôt que l'acquisition de connaissances. On veut entrer en dialogue avec le jeune et créer une relation avec lui afin de l'amener à cheminer. C'est aussi un espace de médiation entre les parents et l'école.

UN OBSERVATOIRE DES PARCOURS SCOLAIRES

Situé à Chanteloup-les-Vignes, l'Observatoire des parcours scolaires effectue un portrait et un suivi des élèves. Il permet de « comprendre ce qui se joue, de modifier, en connaissance de cause et autant que nécessaire, les stratégies et les moyens d'intervention, de “porter” à connaissance, auprès des décideurs, les problématiques et les difficultés rencontrées (*Contrat urbain de cohésion sociale de Chanteloup-les-Vignes 2007-2009*, p. 13) ».

► QUESTION

AU QUÉBEC, QUELLES SONT
LES CONDITIONS À METTRE EN
PLACE POUR PERMETTRE UNE
ACCESSIBILITÉ PLUS GRANDE
AUX PROGRAMMES UNIVERSITAIRES
CONTINGENTÉS LES PLUS
PRESTIGIEUX ?

LA PETITE ENFANCE : UNE PROGRAMMATION RICHE

Une délégation composée de quatre personnes a rencontré quatre organisations parisiennes œuvrant pour la petite enfance.

ARNAUD GRUSELLE, *directeur, et*
DIDIER CHANAL, *directeur des*
missions sociales :

La *Fondation pour l'enfance* joue un rôle quant à la prise de conscience et la sensibilisation des élus et de la population à la situation de l'enfant. Elle a produit un ouvrage intéressant sur les Droits de l'enfant à l'occasion du 20^e anniversaire de la Convention sur les droits de l'enfant.



YAN LASNIER, *secrétaire général de la*
Fédération Léo Lagrange, et CATHERINE
JACQUET, *responsable du projet Les Petits*
Citoyens :

Le projet *Les Petits Citoyens* vise à fournir des outils éducatifs aux enfants et aux intervenants en lien avec les droits des enfants. Ayant pour objectif de fédérer les enfants, il a créé le premier *journal d'opinion des 7 à 11 ans*. Cette rencontre a été organisée par Mme Suzanne Roy, mairesse de Sainte-Julie identifiée « Municipalité amie des enfants ».

FRANÇOISE BROCHET, *députée nationale,*
Développement rural et réseau fédéral :

Plus important réseau en petite enfance, l'*Association des collectifs Enfants-Parents-Professionnels de Paris* (ACEPP) regroupe des crèches parentales (services de garde), des garderies, des bibliothèques, etc. En 2002, l'Association s'est donné une *charte de l'accueil de l'enfant* basée sur les principes suivants : l'accueil et l'éveil de l'enfant sont la raison d'être de tout lieu d'accueil; les parents sont et restent les premiers éducateurs de l'enfant; les professionnels sont les garants de la qualité de l'accueil et les organisateurs de la vie quotidienne; le lieu d'accueil se fonde sur une démarche de citoyenneté active et solidaire. En 2006, l'Association participe au manifeste *Pas de 0 de conduite pour les enfants de 3 ans* dénonçant la tendance à prédire la délinquance dès la petite enfance.

MIRIAM RASSE, *directrice, et*
GENEVIÈVE APPELL, *inter-*
venante formatrice :

L'*Association Pikler-Loczy* se préoccupe de la situation des jeunes enfants en institution, crèches ou autres. Centre de réflexions, de recherches, de documentation et de formation, elle fonde son approche sur la motricité libre et sur les compétences du jeune enfant à prendre une part active à son développement ainsi que sur une

attention personnalisée et des interrelations chaleureuses. La rencontre, « un échange palpitant de plus de deux heures », porte sur différentes façons de faire en total respect du développement naturel de l'enfant qui en est considéré comme le principal acteur. L'Association a développé des ententes avec des organisations québécoises, notamment avec le Regroupement des CPE de la Montérégie.

DU 1^{ER} AU 4 FÉVRIER 2010.
VILLE DE 210 000 HABITANTS,
DANS UNE AGGLOMÉRATION DE 400 000,
RENNES EST COMPOSÉE DE DOUZE
QUARTIERS DONT CINQ ZUS.
LE SUCCÈS DE SES PROGRAMMES DE
RÉUSSITE ÉDUCATIVE SERAIT LIÉ
ENTRE AUTRES À SA TRADITION
D'ACTION CITOYENNE.
« ICI, ON CONTRIBUE! »

PROJETS DE MOBILISATION DANS LES QUARTIERS

CLAUDINE PAILLARD, *directrice sortante de l'éducation, Ville de Rennes, et présidente de l'Association nationale des directeurs de l'éducation des villes (ANDEV)*

En 1984, la Ville de Rennes amorce la décentralisation de ses actions de réussite éducative par la mise sur pied de *projets éducatifs locaux* dans les quartiers. Les PEL expriment une volonté de mobilisation et de concertation et illustrent la détermination de la Ville d'être à l'écoute des besoins des quartiers.

« L'éducation, c'est un tout! Elle ne peut être la responsabilité seule de l'Éducation nationale. »

La *politique éducative locale* (PEL) repose sur la cohérence de l'ensemble des actes éducatifs et sur le partage des responsabilités. Les projets mis sur pied diffèrent d'un quartier à l'autre, autant dans les relations entre les intervenants que dans les actions mises en œuvre. La démarche est ascendante : on écoute ce qui se dit dans les quartiers puis on choisit ensemble des actions concomitantes. On s'assure également que tous les acteurs ont la même intention et qu'ils la conservent. La majorité des actions posées dans le cadre de la PEL se situent dans le domaine périscolaire.

ON ÉCOUTE CE QUI SE DIT DANS
LES QUARTIERS PUIS
ON CHOISIT ENSEMBLE
DES ACTIONS CONCOMITANTES

POSSIBILITÉ DE RÉINVESTISSEMENT

POURRAIT-ON ÉTABLIR UN TEL
GUICHET UNIQUE ENTRE LES
PARTENAIRES DE L'ÉDUCATION
ET DE LA SANTÉ AU QUÉBEC?
Y A-T-IL DES LIENS À FAIRE
AVEC LA PÉDIATRIE SOCIALE?

LA MOBILISATION DES ACTEURS SOCIOTHÉRAPEUTIQUES

ALEXIS CHIROKOFF, *psychopédagogue intervenant, Centre médico-psycho-pédagogique de Rennes*

Lieu de mobilisation des acteurs sociothérapeutiques, les *centres médico-psycho-pédagogiques* (CMPP) répondent à un souci d'équité des chances et d'accès égal à tous les services. Créés en 1963, les CMPP sont dirigés par un enseignant et un membre du corps médical. L'équipe est multidisciplinaire, composée d'acteurs de la santé, des services sociaux et de ressources éducatives. Ces centres offrent des services aux enfants en « difficultés d'adaptation, avec des troubles psychomoteurs, psychoaffectifs ou orthophoniques, des troubles du comportement

ou de l'apprentissage », etc. (*Action sociale*). Environ 250 000 enfants de 0 à 20 ans les fréquentent annuellement, à raison de deux ou trois heures semaine. 40 %

des enfants sont référés par l'école, 60 % par les médecins, les services sociaux et le bouche à oreille. On compte actuellement 309 CMPP en France, la plupart ayant été créés entre 1965 et 1980. Les centres entretiennent peu de liens avec l'école, les mécanismes de concertation étant difficiles à établir.

POSSIBILITÉ DE RÉINVESTISSEMENT

UNE IDÉE À RETENIR : LA VILLE DE RENNES ET LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE ORGANISENT UNE SEMAINE DURANT L'ANNÉE SCOLAIRE PENDANT LAQUELLE LES PARENTS ONT LA POSSIBILITÉ DE PASSER DU TEMPS DANS LA CLASSE AVEC LEUR ENFANT.

LA CLASSE PASSERELLE

GWENAËLLE HAMON, *maire adjoint de la Ville de Rennes, déléguée à l'éducation et à la jeunesse*

Lors d'une réception à Rennes, le maire adjoint de la Ville de Rennes, Gwenaëlle Hamon, évoquait un projet du Centre de services préventifs à l'enfance (Fondation du Dr Julien) qui offre des activités de stimulation précoce et le renforcement des compétences parentales. Ce projet lui a inspiré la *Classe passerelle*, une classe de maternelle très innovatrice qui accueille des enfants âgés de 2 à 3 ans qui n'ont jamais été en structure d'accueil collectif ou qui rencontrent des difficultés sociales ou familiales, des enfants à risque de vivre un début de scolarisation difficile. La *Classe passerelle* fait beaucoup de place aux parents. Les enfants sont encadrés par une équipe mixte : éducatrices, agentes de maternelle et enseignantes, employées de la ville, employées du Ministère de l'Éducation nationale.

LE CROISEMENT DES SAVOIRS ET DES PRATIQUES : UNE APPROCHE DOCUMENTÉE

BRUNO MAZURELLE, *volontaire*, et BENOIT HOICHE, *allié et directeur adjoint retraité de l'Institut de recherche universitaire en formation des maîtres*

Le Croisement des savoirs et des pratiques est le résultat de deux recherches menées par le Mouvement ADT Quart Monde. L'approche repose sur la conviction que « toute personne, même la plus démunie, détient potentiellement les moyens de comprendre et d'interpréter sa propre situation (*Le croisement des savoirs et des pratiques*) ». Basée sur le principe des universités populaires, l'approche développée par ADT consiste à mettre en relation les savoirs scientifiques, les savoirs professionnels et les savoirs d'expérience dans une démarche de coconstruction.

METTRE EN RELATION
LES SAVOIRS SCIENTIFIQUES,
LES SAVOIRS PROFESSIONNELS
ET LES SAVOIRS D'EXPÉRIENCE
DANS UNE DÉMARCHE DE
COCONSTRUCTION

Le projet mené en réussite éducative consiste à réunir des parents de milieux défavorisés et des professionnels, principalement des enseignants, afin de les amener à *croiser leurs savoirs*. On part du principe qu'entre la famille et l'école résident de grandes incompréhensions et que, si on arrive à associer les parents à l'école, tous les enfants pourront réussir. Parents et enseignants discutent séparément dans un premier temps, afin d'échanger librement ensemble. Ils sont ensuite réunis pour construire ensemble des solutions. Chez ADT Quart Monde, on considère qu'il faut beaucoup de temps pour construire un savoir et qu'il faudra un minimum de cinq ans pour documenter ce projet. Un des défis se situe au niveau des capacités de communication inégales, les participants issus de milieux défavorisés pouvant se sentir rapidement dépassés par les connaissances et le langage des universitaires et des professionnels.

MARC ROUZEAU, RESPONSABLE DU PÔLE RESSOURCES ET ÉTUDES EN TRAVAIL SOCIAL (PRETS), INSTITUT RÉGIONAL DE TRAVAIL SOCIAL (IRTS) DE BRETAGNE, ET MICHEL PERRON, CHAIRE UQAC ET CÉGEP DE JONQUIÈRE SUR LES CONDITIONS DE VIE, LA SANTÉ ET LES ASPIRATIONS DES JEUNES (VISAJ)



ADT Quart monde identifie quatre causes à l'échec des élèves : les savoirs de l'école ne sont pas liés aux savoirs de la famille; l'école fonctionne sur un modèle élitiste; les élèves de milieux défavorisés sont mal acceptés dans le système d'éducation; les milieux défavorisés sont aux prises avec des problèmes de consommation. Selon ADT Quart Monde, un constat se dégage de cette analyse : l'école doit changer, elle doit partir des connaissances des élèves, tenir compte de leur vécu et impliquer les parents.

ADT Quart Monde a pignon sur rue dans plus de 29 pays dont la France et le Canada. Il a pour mission de redonner du pouvoir aux plus démunis en éradiquant la misère. « Les plus pauvres savent ce dont ils ont besoin. » Telle est la philosophie qui anime l'organisme. Et c'est en mettant le savoir au cœur de la lutte à l'exclusion qu'il compte y parvenir. Le Mouvement ADT Quart Monde a des bureaux à Montréal.

L'ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUALISÉ : UN PROGRAMME ÉTUDIANT D'ACTION BÉNÉVOLE

Créée en 1991 par des étudiants, l'Association de la fondation étudiante pour la ville (AFEV) est née de la volonté de lutter contre les inégalités dans les quartiers populaires. Aujourd'hui, l'AFEV concentre ses activités sur l'*Accompagnement individualisé*, un programme qui réunit un étudiant universitaire bénévole et un jeune en difficultés scolaires de quartiers populaires, dans une approche d'éducation non formelle (AFEV Brest).

L'intervention vise à sécuriser le jeune dans son parcours éducatif et à développer ses compétences transversales (motivation, confiance en soi, estime de soi, curiosité, ouverture à la culture, etc.). Elle veut également consolider les liens avec la famille afin de favoriser un meilleur arimage parents-école, école-communauté, etc. L'étudiant accompagne l'enfant dans son développement global, durant toute l'année scolaire, à raison de deux heures par semaine. Les accompagnements ont lieu la plupart du temps à la maison, en présence d'un parent.

UN ÉTUDIANT UNIVERSITAIRE
BÉNÉVOLE ACCOMPAGNE UN JEUNE
EN DIFFICULTÉS SCOLAIRES DE
QUARTIERS POPULAIRES

POSSIBILITÉ DE RÉINVESTISSEMENT

LE CROISEMENT DES SAVOIRS S'AVÈRE UNE VOIE INTÉRESSANTE POUR METTRE SUR PIED UNE ÉCOLE COMMUNAUTAIRE VIVANTE QUI IMPLIQUE ET RESPECTE TOUS LES ACTEURS CONCERNÉS, LEUR PERMETTANT DE DÉVELOPPER UNE CULTURE DE COLLABORATION ENTRE L'ÉCOLE ET LA FAMILLE. QUEL MOYEN IMPRESSIONNANT DE SIMPLICITÉ ET DE DÉMOCRATIE !

Une évaluation a démontré l'impact positif de cet accompagnement sur le jeune, notamment sur son estime de soi, son ouverture culturelle, son travail scolaire et sa relation à l'école (*L'évaluation de l'AFEV*, 2008). Chaque année, quelque 7 500 étudiants agissent auprès d'environ 10 000 enfants (statistiques de 2009). Depuis

1991, l'Association a permis à 120 000 enfants et jeunes d'être accompagnés dans leur parcours scolaire, grâce à la participation de 80 000 étudiants bénévoles. Une trentaine d'universités reconnaissent la valeur de

l'engagement des étudiants bénévoles par l'attribution de crédits. La reconnaissance de l'action bénévole renforce aussi son importance dans la société et favorise une meilleure structuration des activités.

LES PROGRAMMES PERSONNALISÉS DE RÉUSSITE ÉDUCATIVE

Le 4 février, tous les membres de la mission étaient invités à participer à la 4^e Rencontre nationale *La réussite éducative : des acquis pour demain*. Les participants y ont discuté des effets des Programmes personnalisés de réussite éducative (PPRE) du Ministère de l'Éducation nationale. Les PPRE ont été conçus pour répondre aux besoins des élèves à risque de ne pas maîtriser les connaissances et compétences de base. Proposés à l'école élémentaire et au collège, ces programmes sont élaborés par l'équipe pédagogique, discutés avec les parents et présentés à l'élève (*Éduscol*). Ils s'apparentent aux plans d'interventions personnalisées du Québec. Certaines communes se dotent en outre d'une table multidisciplinaire, composée d'intervenants sociaux ou médicaux, responsable de la mise en œuvre des PPRE.

La force des PPRE réside dans la mise en réseau des intervenants et des ressources, le soutien à la parentalité, le sentiment d'avoir l'appui de la collectivité, la possibilité de « faire autrement », le travail d'équipe et la recherche de cohérence. On observe plusieurs effets positifs, notamment une valorisation du jeune, une amélioration de son intégration sociale, une augmentation de son autonomie et de son estime de soi quant à sa capacité à exercer son métier d'élève, le programme lui permettant de vivre des succès. Le programme a aussi pour effet de valoriser la compétence de parents. Les PPRE semblent également avoir un effet sur l'amélioration des résultats scolaires. L'implication de l'enseignant est cependant jugée essentielle pour obtenir des changements réels sur le plan scolaire.

LES PPRE CONÇUS POUR RÉPONDRE
AUX BESOINS DES ÉLÈVES À RISQUE
QUI NE MAÎTRISENT PAS
LES CONNAISSANCES
ET COMPÉTENCES DE BASE

Lors de cette rencontre, Marie-Martine Dimitri, du CTREQ, et Pierre Potvin, de l'UQTR, ont eu l'opportunité de présenter la *Démarche de prévention du décrochage scolaire*, un projet mené par le CTREQ visant à concevoir, mettre en œuvre et évaluer une démarche globale d'accompagnement, intégrant divers outils et visant l'amélioration des pratiques à l'école. Pierre Potvin a également participé à la table ronde *Entre individualisation et approche collective dans l'intervention éducative*, à titre de représentant du CTREQ.

DES PARENTS FONT DE LA SURVEILLANCE

Dans la région de Bordeaux, une école de milieu défavorisé faisait face à un problème d'absence ou de méfiance des parents face à l'école. Ces derniers ont été invités à faire de la surveillance le midi, contribuant du même coup à solutionner le manque de personnel disponible à cette période. Ce projet a eu pour effet de rapprocher les parents de l'école tout en leur permettant d'acquérir de l'expérience et de retrouver une certaine dignité en se procurant un emploi.

MARIE-MARTINE DIMITRI, COORDONNATRICE DU PROJET
DÉMARCHE DE PRÉVENTION DU DÉCROCHAGE SCOLAIRE, CTREQ,
ET PIERRE POTVIN, CHERCHEUR ASSOCIÉ, UQTR





UNE VOLONTÉ CONFIRMÉE DE CONSOLIDER LES ÉCHANGES FRANCE - QUÉBEC

Les responsables de projets et les intervenants ont exprimé leur volonté de consolider les échanges et le partenariat entre la France et le Québec, notamment par la mise en place d'un groupe d'experts ayant pour mandat d'élaborer une stratégie de consolidation des échanges pour soutenir des actions à moyen et à long termes.

UN PROJET DE JUMELAGE ENTRE LA BRETAGNE ET LE SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Les rencontres ont été particulièrement fructueuses entre les représentants de la Bretagne et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (SLSJ). Plusieurs avenues de collaboration sont envisagées notamment :

- ▶ Recherche : un projet de protocole d'entente entre le Laboratoire d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université de Haute-Bretagne (Rennes 2), la Chaire UQAC-Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes (VISAJ) et ÉCOBES Recherche et transfert;
- ▶ Cible : des enquêtes auprès des jeunes sur les questions de choix de carrière, sur le rôle des parents, sur les habitudes de vie;
- ▶ Formation : un intérêt de l'IRTS de Bretagne de collaborer à l'élaboration des programmes de formation au SLSJ et au Québec visant les intervenants et les coordonnateurs;

- ▶ Intervention : une volonté d'échange d'expertise entre le PRÉ de Rennes, le CRÉPAS et les commissions scolaires.

UNE OCCASION EXCEPTIONNELLE DE RÉSEAUTAGE

Lors de cette mission, les représentants ont non seulement pu mettre en relief les pratiques françaises afin de mieux relativiser celles du Québec, mais ils ont également été partie prenante d'une occasion de réseautage incroyable. En effet, rares sont les occasions qui permettent des échanges aussi enrichissants entre des professionnels de milieux variés, tous intéressés par la réussite éducative des jeunes, tant au Québec qu'en France. Cette mission aura été d'autant plus intéressante qu'elle aura aussi favorisé le réseautage au sein même de la délégation québécoise. Elle aura permis une meilleure connaissance des ressources et initiatives québécoises, favorisé les échanges et enrichi la réflexion. Des liens professionnels ont été créés, certains ayant exprimé la volonté de développer des partenariats. Des participants songent en outre à mettre sur pied une association des acteurs de la réussite éducative.

LE RÉSEAUTAGE SE POURSUIT... AU CTREQ

Le 21 juin 2010, le CTREQ recevait des représentants de la Chaire VISAJ de l'UQAC sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes, du CRÉPAS et de l'UQTR pour discuter en séminaire d'alliances entre des approches scolaire et communautaire de la prévention du décrochage scolaire. Cette activité est une retombée directe de la mission, des participants ayant signifié leur intérêt à poursuivre la réflexion sur les collaborations entre le scolaire et le périscolaire au Québec.

UNE SENSIBILISATION À L'IMPORTANCE DU PÉRISCOLAIRE

Cette mission aura entre autres permis de réaliser l'importance du périscolaire et du rôle qu'il peut jouer dans la réussite des jeunes. En effet, la France a développé un modèle d'organisation du système périscolaire dont le Québec pourrait s'inspirer. On y observe une volonté de plus en plus affirmée pour que le système scolaire devienne un lieu communautaire de développement global du jeune et de sa famille offrant des activités et des cours à la communauté, des activités parascolaires, le service du lunch, le service de garde, les camps de jour, les ateliers sur la parentalité, etc.

RARES SONT LES OCCASIONS QUI PERMETTENT DES ÉCHANGES AUSSI ENRICHISSANTS ENTRE DES PROFESSIONNELS DE MILIEUX VARIÉS



QUESTIONS ET RÉFLEXIONS

Au terme de cette mission, Michel Perron, professeur à l'Université du Québec à Chicoutimi et titulaire de la Chaire VISAJ, propose quant à lui quelques sujets de réflexion sur la prévention du décrochage scolaire :

- ▶ Comment concilier les approches macro, méso et micro?
- ▶ Comment jongler avec les enjeux de la fragmentation territoriale et des inégalités scolaires?
- ▶ Comment la nécessaire rencontre du local, du régional et du national peut-elle se faire?
- ▶ Comment répondre à la fois à des impératifs d'accompagnement individualisé pour favoriser la persévérance du plus grand nombre, tout en considérant le fardeau propre à certains milieux et à certaines communautés?
- ▶ Maintenant qu'une certaine unanimité existe au Québec autour de la persévérance scolaire, comment construire des projets inclusifs à la rencontre de la complexité des situations, où nos connaissances et notre savoir-faire en matière d'interventions à la fois individuelles et collectives seront des clés innovantes?

PASCALE VINCELETTE,
COORDONNATRICE,
RÉUSSITE
MONTÉRÉGIE



PROGRAMME DE LA MISSION

Mercredi 27 janvier 2010	Judi 28 janvier 2010 9h30 à 12h	Vendredi 29 janvier 2010 9h30 à 12h	Lundi 1 ^{er} février 2010 9h30 à 12h	Mardi 2 février 2010 9h30 à 12h	Mercredi 3 février 2010 9h30 à 12h	Judi 4 février 2010 9h30 à 13h
<p>Arrivée à Paris</p>	<p>Les cordées de la réussite Une grande école, pourquoi pas moi? Chantal Dardelet</p> <p>L'accompagnement des jeunes en difficulté Haut commissariat aux Solidarités actives contre la pauvreté et à la Jeunesse</p>	<p>Rencontre avec le maire de la Ville de Courcouronnes Stéphane Beaudet</p> <p>L'école de la 2^e chance d'Essonne Dominic Dujardins</p> <p>Le PRÉ et l'action Ville de Courcouronnes</p> <p>Le bus des parents de Courcouronnes</p>	<p>La politique éducative locale Claudine Paillard, Ville de Rennes</p> <p>L'éducation prioritaire, intervention en milieu défavorisé Mireille Buffière, Ville de Rennes</p> <p>La mobilisation des acteurs sociothérapeutiques Alexis Chirokoff, Centre médico-psychopédagogique</p> <p>Rencontre avec l'AFEV</p>	<p>Le programme d'intervention éducatif auprès des familles et des jeunes Bruno Mazurel et Benoît Hoche, ADT Quart Monde, Rennes</p> <p>9h à 12h</p> <p>Apports des équipements socioculturels de quartiers à la RE des enfants et des jeunes?</p> <p>Visite de la Maison verte et de la Maison de quartier Richard Gaultier</p>	<p>La réussite éducative en France et au Québec : quelles pistes collaboratives?</p> <p>Table ronde animée par Marc Rouzeau, IRTS de Bretagne</p> <p>IRTS, LAS LARES, Courcouronnes, Aubervillier, Bordeaux, CREPAS & CTREQ</p>	<p>4^e Rencontre nationale des acteurs de la Réussite éducative</p> <p>Les effets des parcours personnalisés de réussite éducative (PPRE) sur les enfants, les jeunes et leur famille</p>
14h30 à 16h30	14h à 17h	14h à 17h	14h à 17h	14h à 17h	14h à 16h	14h30 à 17h
<p>La question éducative dans les quartiers populaires Yves Goepfert, Ministère de l'Éducation supérieure et de la recherche, et M. Beaudoin, École des Mines</p>	<p>L'éducation peut-elle être encore au cœur d'un projet de société? Pierre Frackwiak, Éducation nationale</p> <p>La mobilité sociale descendante : l'épreuve du déclassement Camille Peugny, Université de Paris 8</p> <p>Soirée</p> <p>Agence de cohésion sociale et d'égalité des chances Serge Fraysse, secteur Éducation et Santé</p>	<p>Réseau ambition réussite Marie-Carmen Rousseau, Collège Jean-Lurçat</p> <p>Le PRÉ et la politique de rénovation urbaine Mme Durant, Ville de Chanteloup-les-Vignes</p> <p>Départ pour Rennes</p>	<p>Synthèse et mise en commun</p> <p>Table ronde animée par Gilbert Gauthier, Las Lares, et Marc Rouzeau, IRTS de Bretagne</p>	<p>Éducation préscolaire, visite de la petite, de la moyenne et de la grande section Laurence Breguin, École de Lille, Rennes</p>	<p>Formation destinée aux coordonnateurs de RE Hélène Communier, IRTS de Bretagne</p> <p>Bilan du séjour Soirée</p> <p>Les territoires de la RE en France et au Québec Michel Perron, UQAC, et Marc Rouzeau, IRTS de Bretagne</p>	<p>4^e Rencontre nationale des acteurs de la Réussite éducative (suite)</p> <p>Le rôle et les stratégies des parents, des familles face à l'individualisation des actions éducatives et aux évolutions des politiques éducatives Jacqueline Costa Lascoux, Centre culturel de Rennes</p> <p>Table ronde : Entre individualisation et approche collective dans l'intervention éducative</p>

RESPONSABLE DE LA MISSION

ÉRIC DEMERS Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ) Coordonnateur à la liaison

**GROUPE 1 - L'ACCOMPAGNEMENT ÉDUCATIF ET LA RELATION AUX FAMILLES
RESPONSABLES DE L'ANIMATION DU GROUPE**

MARIE-MARTINE DIMITRI	Centre de transfert pour la réussite éducative du Québec (CTREQ)	Coordonnatrice du projet <i>Démarche de prévention du décrochage scolaire</i>
PIERRE POTVIN	Université du Québec à Trois-Rivières	Chercheur associé, UQTR
ANNIE GOSSELIN	École Vanier, Commission scolaire de la Capitale	Directrice
ANTONIO BERNADELLI	Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	Directeur général
CHANTAL LESSARD	École Martin-Bélanger, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	Directrice
CHRISTINE TREMBLAY	Commission scolaire des Rives-du-Saguenay	Directrice générale adjointe
FRANCE GAGNON	Association des cadres scolaires du Québec (ACSQ) Commission scolaire des Chic-Chocs	Directrice des services éducatifs
GUYLAINE PROULX	Cégep de Jonquière	Directrice des études
JEAN-FRANÇOIS BOUCHARD	École Henri-Bourassa, Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île	Directeur
JEAN-PIERRE AMESSE	École Dalbé-Viau, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	Directeur
JEANNINE ROUTHIER	Réussite Montérégie (Instance régionale de concertation [IRC])	Présidente
JOSÉE THIVIERGE	Cégep de Jonquière	Conseillère pédagogique
LUCIE CHARETTE	École Ste-Odile, Commission scolaire de Montréal	Directrice
MARIE-JOSÉE LANGLOIS	École Ste-Cécile, Commission scolaire de Montréal	Directrice
MICHÈLE BERGERON	Cégep de Jonquière	Directrice adjointe - Direction des études
MIREILLE JETTÉ	Fondation Lucie et André Chagnon	Responsable Veille
PASCAL LÉVESQUE	Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS) (IRC)	Professionnel en intervention
SERGE BAILLARGEON	Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)	Conseiller en développement pédagogique et en adaptation scolaire

**GROUPE 2 - LES RESPONSABILITÉS DES TERRITOIRES « LOCAUX » DANS LES QUESTIONS ÉDUCATIVES
RESPONSABLES DE L'ANIMATION DU GROUPE**

JEAN-FRANÇOIS ST-CYR	Persévérance et réussite scolaire	Conférence régionale des élus de la Capitale
MICHEL PERRON	Université du Québec à Chicoutimi	Chaire VISAJ
ANNIE MORIN	Conférence régionale des élus de Montérégie Est	Conseillère en développement
BINETA BA	Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage (ROCQLD)	Directrice générale
CAROLINE CHASSÉ	Réseau Réussite Montréal (IRC)	Directrice générale
CHRISTINE TRÉPANIER	Fédération québécoise des organismes communautaires famille (FQOCF) Maison des Familles de Mercier-Est	Secrétaire conseil d'administration
ÉRIC CADIEUX	Partenaires de la réussite éducative des jeunes dans les Laurentides (PREL) (IRC)	Directeur général
FRANCE GAGNON	Association des cadres scolaires du Québec (ACSQ) Commission scolaire des Chic-Chocs	Directrice des services éducatifs
JOHANNE McMILLAN	Comité régional pour la valorisation de l'éducation (CREVALE) (IRC)	Coordonnatrice
JOSÉE BOUCHARD	Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ)	Présidente
LYSE BRUNET	Société de gestion du Fonds de développement des jeunes enfants	Directrice générale
MARIE RHÉAUME	Conseil de la famille et de l'enfance du Québec	Présidente
MARIE-AGNÈS LEBRETON	Centre de services préventifs à l'enfance (Fondation du Dr Julien)	Directrice générale
MARIE-CLAUDE CÔTE	Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS) (IRC)	Coordonnatrice
NADINE ARBOUR	ÉCOBES - Recherche et transfert	Directrice
NICOLE BOUCHARD	Université du Québec à Chicoutimi	Doyenne des études de cycles supérieurs et de la recherche
PASCALLE VINCELETTE	Réussite Montérégie (IRC)	Coordonnatrice
RAYNALD THIBEAULT	Commission scolaire de Jonquière	Directeur général
RICHARD GUILLEMETTE	Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys	Directeur général adjoint
SOPHIE HARNOIS	Fondation Lucie et André Chagnon	Directrice projet persévérance
SUZANNE ROY	Ville de Sainte-Julie Carrefour action municipale et famille	Mairesse et présidente
SYLVAIN GAUDREAU	Porte-parole de l'opposition officielle en matière d'énergie et de jeunesse	Député de Jonquière
VÉRONIQUE PÉPIN	Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue (IRC)	Agente de développement

DÉFINITIONS DE LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE PROPOSÉES PAR DES PARTICIPANTS À LA MISSION



Au retour de la mission, Pierre Potvin, chercheur associé de l'Université du Québec à Trois-Rivières et consultant pour le CTREQ, invitait les participants à définir leur conception de la réussite éducative à la lumière des discussions et échanges de la mission. Pierre Potvin regroupe les définitions soumises en trois catégories : la réussite éducative « scolaire », la réussite éducative caractérisée par un acteur ou un organisme et la réussite éducative comme instrument de développement global.

LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE « SCOLAIRE »

La réalisation de son plein potentiel et l'atteinte de buts personnels fixés par l'étudiant sont aussi des dimensions importantes de ce concept.

PASCAL LÉVESQUE, *intervenant, Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS)*

[La réussite éducative] couvre l'ensemble des missions de l'école : la préparation à la vie active, l'instruction et la socialisation, qui peut aussi s'étendre à toutes les sphères de la vie de l'individu (famille, loisirs, travail, etc.). La réussite éducative est un élément clé pour le développement personnel, professionnel et social de l'individu.

JEAN-FRANÇOIS ST-CYR, *conseiller, Persévérance et réussite scolaires, Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale*

LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE CARACTÉRISÉE PAR UN ACTEUR OU UN ORGANISME PARTICULIER

La réussite éducative se réfère à l'approche de l'école communautaire basée sur le principe de l'égalité des chances. Cette école communautaire se compose de partenariats multiples entre l'école, les organismes communautaires et insti-

tutionnels du milieu et vise en priorité à répondre aux besoins de tous les enfants, à leur bien-être et à leur réussite globale. Cette réussite est en lien direct avec la mission de l'école : d'instruire, de socialiser et de qualifier.

JEAN-PIERRE AMESSE, *directeur, École Dalbé-Viau, Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys*

La réussite éducative se réalise dans le contexte de favoriser le plus tôt possible le développement global des enfants âgés de cinq ans et moins vivant en situation de pauvreté, afin de favoriser la réussite de leur entrée scolaire et la poursuite de leur scolarité, et ce, tant sur le plan physique que sur les plans psychologique, cognitif, langagier, social et affectif, tout en reconnaissant le rôle prépondérant des parents. De soutenir les parents, dès la grossesse, en leur procurant les outils les plus susceptibles de contribuer à ce développement et de soutenir l'innovation, de même que l'acquisition et le transfert de connaissances en ces matières. Pour ce faire, les communautés sont invitées à se concerter afin de favoriser le développement global de ces enfants, par la création d'environnements favorables et durables pour que tous ces enfants, prioritairement ceux de milieux vulnérables, connaissent un développement global positif



qui leur donne des chances égales de réussir à l'école et dans la vie.

MIREILLE JETTÉ, *responsable du dossier veille, Fondation Lucie et André Chagnon*

LA RÉUSSITE ÉDUCATIVE COMME INSTRUMENT DE DÉVELOPPEMENT GLOBAL

Ensemble d'actions qui visent à ce qu'un enfant puisse se réaliser à son plein potentiel, atteindre les objectifs qu'il s'est fixés, réaliser ses ambitions.

MARIE-AGNÈS LEBRETON, *directrice générale, Centre de services préventifs à l'enfance (Fondation du Dr Julien)*, et VÉRONIQUE PÉPIN, *Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue*

Au départ, nous sommes convaincus des chances de réussite de chacun. Aussi, la réussite s'exprime par le développement du plein potentiel de chacun, de manière à lui permettre d'exercer activement sa citoyenneté et de contribuer à l'évolution de la communauté. La réussite passe par un projet personnel de formation, selon les caractéristiques et les besoins de l'élève en vue de dépasser ses limites en accédant au marché du travail ou à des études supérieures.

MARIE-JOSÉE LANGLOIS, *directrice, École Sainte-Cécile, Commission scolaire de Montréal*

La réussite éducative, c'est le parcours réalisé par un individu tout au cours de son existence, parcours qui relève à la fois de ses dispositions personnelles (intellectuelles, matérielles, etc.) et de son environnement (stimulation de la famille, quartier, équipements, école, ressources aux adultes, etc.).

MARIE RHÉAUME, *présidente, Conseil de la famille et de l'enfance du Québec*

La réussite éducative d'un jeune est le fait d'atteindre son objectif scolaire et de répondre à ses

aspirations personnelles et professionnelles. La réussite éducative doit être une priorité pour l'école et la communauté afin d'amener les jeunes à un plein développement de leur personne.

CHRISTINE TREMBLAY, *directrice générale adjointe, Commission scolaire des Rives-du-Saguenay*

Le concept de réussite éducative tourne autour du fait qu'il faut croire et bien comprendre que chaque élève peut réussir. Chaque élève doit avoir la possibilité d'actualiser et de développer son plein potentiel, ce qui lui permettra de contribuer à sa juste mesure à la société. Il faut développer l'élève dans sa globalité par exemple au-delà du curriculum et de la récupération offerte il faut absolument y inclure des volets culturels et sportifs.

JEAN-FRANÇOIS BOUCHARD, *directeur, École Henri-Bourassa, Commission scolaire de la Pointe-de-l'Île*

C'est l'élève qui a acquis les compétences académiques et sociales qui lui permettront d'être un citoyen autonome et engagé dans son milieu. Ces compétences s'acquièrent autant dans le cadre des activités d'une école que d'une municipalité.

FRANCE GAGNON, *directrice des services éducatifs, Association des cadres scolaires du Québec, Commission scolaire des Chic-Chocs*





ÉRIC DEMERS, COORDONNATEUR
À LA LIAISON, CTREQ

Pour réaliser cette mission, le CTREQ a fait appel à un comité ayant pour mandat de l'orienter et de le soutenir dans la réalisation de ce projet. Ainsi, nous tenons à remercier la Fédération des commissions scolaires du Québec, les Partenaires de la réussite éducative des jeunes dans les Laurentides, Réussite Montérégie, les Conférences régionales des élus de la Capitale-Nationale et de Montréal, le Programme de soutien à l'école montréalaise, la Fondation Lucie et André Chagnon et le Centre de services préventifs à l'enfance (Fondation du Dr Julien). Nous remercions spécialement ÉCOBES Recherche et Transfert et la délégation du Saguenay-Lac-Saint-Jean pour leur collaboration précieuse.

Un grand merci à la Fondation Lucie et André Chagnon pour son appui financier aux Instances régionales de concertation, ainsi qu'à la Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys qui a piloté une demande d'aide financière au Programme de l'internationalisation de l'éducation québécoise.

Cette mission n'aurait pu devenir réalité sans la collaboration étroite de nos partenaires français. Nous remercions tout spécialement Marc Rouzeau et Hélène Communier de l'Institut régional du travail social de Bretagne, Frédéric Bourthoumiou de l'Association nationale des acteurs de la réussite éducative et de la Ville de Courcouronnes, Bertrand Gohier et Delphine Commelin de la Ville de Rennes, Gilbert Gaultier et Maité Savina du Laboratoire de recherche en sciences humaines ainsi que Luc Primard et Emmanuel Mourlet de la Direction régionale de la jeunesse et des sports de Bretagne.

Nous remercions également notre équipe d'animation qui a contribué à enrichir et soutenir nos travaux : Jean-François St-Cyr, Persévérance et réussite scolaires, de la Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale, Michel Perron, de la Chaire UQAC et Cégep de Jonquière sur les conditions de vie, la santé et les aspirations des jeunes, Pierre Potvin, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, et Marie-Martine Dimitri, du CTREQ.

ÉRIC DEMERS
Coordonnateur à la liaison, CTREQ

